

Vivre, plutôt que survivre

Le mouvement social de 2019 n'est pas que le prolongement de 1995. Il est plus profond, il interroge un futur angoissant, entre gilets jaunes et menaces environnementales.

Par Marc Abélès*

La réforme des retraites suscite aujourd'hui une très forte mobilisation. Les syndicats semblent avoir retrouvé leur ascendant dans ce processus, alors que ces derniers mois ils avaient paru hors jeu. L'image de l'exfiltration de Philippe Martinez de la manifestation du 1^{er} Mai illustre cruellement leur fragilisation. Retrouveraient-ils aujourd'hui leur protagonisme dans un face-à-face avec le pouvoir ? C'est ce que suggère la comparaison qu'on trouve un peu partout avec le mouvement de 1995, qu'il s'agisse de la grève massive ou de l'appui qu'elle rencontre dans l'opinion. On pourrait déduire que l'on a affaire à un bras de fer dont l'issue logique se déroulera autour de la table. On parviendrait alors à un compromis plus ou moins acceptable pour les deux parties.

On voit bien ce que ce type d'analyse peut avoir de rassurant, en ce qu'il assimile la situation à un conflit de type classique, destiné à être résorbé grâce à l'initiative des acteurs sociaux. Certes, cela peut prendre du temps, mais on finira bien par y arriver. C'est ce que suggèrent les déclarations du gouvernement soucieux d'afficher plus de considération pour les représentants que dans la période antérieure. Si l'on y regarde de plus près, force est de constater cependant que la référence à 1995 ne reflète pas ce qu'a de spécifique la mobilisation de 2019. Il faut plutôt lire celle-ci dans le prolongement du mouvement des gilets jaunes et de l'ampleur des angoisses qui s'y sont exprimées, loin de se réduire à des revendications catégorielles. Les gilets jaunes s'en prenaient à l'injustice fiscale ; ici, ce qui est en cause, c'est le fait que le système de retraite loin de profiter au bas de l'échelle avantagera une fois de plus les mieux nantis. Il faut prendre au sérieux les références à la « survie » chez les manifestants, car elles sont au cœur de toutes les révoltes actuelles. Angoisse des fins de mois, spectre de la fin du monde : il n'y a pas si longtemps, certains se prévalaient de pouvoir articuler les deux fronts. Ce qui est sûr, c'est que l'amplitude des manifestations qui mobilisent des générations diverses, travailleurs du public et du privé, précaires et statutaires, traduit une prise de conscience beaucoup plus large qu'auparavant des dommages portés par la

globalisation néo libérale tant au présent qu'à l'avenir des gens. « *Nous voulons vivre, pas seulement survivre !* » affirmaient les gilets jaunes. C'est bien la question posée par la modification du système de retraite.

Qu'en sera-t-il de l'avenir, quand on rentrera dans la dernière période d'une existence laborieuse qui pour beaucoup a de fortes chances d'être perturbée par des phases de chômage ou de travail précaire ? Si la réforme des retraites suscite une si vaste mobilisation, c'est qu'elle pose frontalement la question du futur. Elle est inséparable de ce qu'on peut interpréter comme une reconfiguration très profonde de nos représentations de la politique et son rapport au temps.

Ce que vivent nos contemporains s'apparente à une crise anthropologique majeure car elle affecte tout à la fois les catégories de pensée et d'action qui commandaient jusqu'à présent les relations des humains entre eux et avec la nature. Cette crise anthropologique majeure est liée à la globalisation du modèle capitaliste et à la prise de conscience de l'ampleur inédite des inégalités et de l'impasse écologique à laquelle aboutit le mode de croissance et de consommation dominant. A la fin du XX^e siècle, prévalait encore une tradition politique qui mettait au premier plan l'amélioration de l'être ensemble, la convivance, l'idée d'un avenir meilleur. Désormais s'est imposée une représentation qui met les préoccupations du vivre et du survivre au cœur de l'agirpolitique.

Le déplacement des enjeux peut se traduire autrement, en une simple question que se pose tout un chacun : de quoi notre monde sera-t-il fait demain ? C'est cette inquiétude qui non seulement module notre rapport au politique, mais qui détermine la place qui peut être attribuée à cette forme d'action et les nouveaux lieux propices à son exercice. La question de la survie prend évidemment d'autant plus de relief qu'elle correspond à l'affaissement de ce roc qu'a constitué pour les sociétés occidentales la formidable puissance d'un Etat tout à la fois national et protecteur. L'Etat n'incarnait pas seulement un pouvoir d'assistance, mais aussi une assurance quant à l'avenir. Ce qui disparaît à la fin du XX^e siècle, c'est cette aspiration à maîtriser l'avenir qui a caractérisé le triomphe de l'Etat social durant les années de croissance économique après la Seconde Guerre mondiale, avec comme corrélat l'espérance du progrès social. Dans la configuration nouvelle, ce qui s'estompe, c'est précisément ce dispositif qui garantissait la possibilité d'une cohérence entre le présent et l'avenir.

Le monde du travail fonctionne désormais sous le signe de la flexibilité, et l'on est entré, pour reprendre le mot du sociologue Robert Castel, dans l'ère de «*l'insécurisation*». On pourrait même se demander si la multiplication des motifs d'angoisse n'aboutit pas à structurer les subjectivités politiques autour d'une interrogation plus générale sur l'avenir et ce qu'on appelle les conditions de survie des humains. On comprend mieux alors pourquoi la rhétorique de la «réforme» se heurte au scepticisme et à la méfiance générale. Les discours et les promesses, visant à faire advenir une situation meilleure que celle qui prévaut actuellement, apparaissent de plus en plus décalés face à la manière dont les citoyens conçoivent désormais l'exercice de la politique dans un monde où plutôt que de prétendre promouvoir le bien, la priorité fondamentale qu'on lui assigne est d'éviter à tout prix le pire.

Cela a de quoi déconcerter les responsables politiques qui ont quelque difficulté à réaliser que leurs efforts en vue de « renouveler » l'approche des problèmes déclenchent le scepticisme, voire la dérision, de leurs concitoyens. Chacun a conscience des limites de la rationalité budgétaire et catégorielle que prétendent faire prévaloir les gouvernants, alors que le nouveau paradigme anthropologique entre en collision avec la sacro-sainte flexibilité et les inégalités qu'elle induit. En réalité, ce qui est en jeu, c'est la capacité d'articuler une politique élargie qui prenne en compte la nécessité d'une transformation des formes de vie dans le contexte de la crise écologique. Comme on a pu l'entendre dans la rue le 5 décembre : « *A quoi sert la retraite s'il n'y a plus de planète !* » Une fois de plus, la lucidité des manifestants contraste avec la vision à courte portée du pouvoir, dont l'ambition « systémique » pourrait bien se fracasser au contact de la vie réelle.

(*) Anthropologue politique, directeur d'études à l'EHESS. A paraître : *Carnets d'un anthropologue. De Mai 68 aux gilets jaunes*, Odile Jacob, janvier 2020.

Source : Libération 11/12/2019